

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Band: 139 (1994)
Heft: 9

Artikel: L'Armée de terre britannique : une armée de métier face aux défis modernes
Autor: Cox, B.F.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345447>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'Armée de terre britannique

Une armée de métier face aux défis modernes

Par le colonel B F Cox ¹

Depuis la fin de la guerre froide et le démantèlement de l'Union soviétique, les réductions continues des forces armées en Europe ainsi que l'établissement de mesures de coopération et de confiance mutuelles entre l'Ouest et ses anciens adversaires ont réduit les risques de guerre. La menace immédiate, qui planait sur le Royaume-Uni et ses alliés, a disparu, si bien que les délais d'alerte peuvent maintenant être estimés en années, non plus en heures.

Cependant, des risques nouveaux apparaissent dans le sillage de ces changements: il suffit de regarder la situation dans les Balkans ou dans d'autres secteurs de tension. En Europe plus particulièrement, les instabilités régionales, la prolifération des missiles balistiques, des armes de destruction massive et des systèmes d'arme conventionnels continue à être préoccupante. Globalement, on estime pourtant que la menace contre le Royaume-Uni est bien moindre que pendant la guerre froide, ce qui justifie la poursuite d'une restructuration des forces armées, destinée à

répondre à la nouvelle donne stratégique.

La stabilité de l'Europe reste un objectif premier pour le Royaume-Uni dont la politique consiste à travailler à une nouvelle architecture européenne de sécurité, dans laquelle les institutions qui y sont impliquées doivent se compléter les unes les autres. L'OTAN est considérée comme la base de cette construction, dans la mesure où cette alliance est la seule organisation qui possède les moyens militaires capables d'appuyer ses garanties de sécurité, grâce à une structure efficace de consultation, des forces assignées et un commandement intégré.

La politique de défense du Royaume-Uni

La politique de défense du Royaume-Uni se définit en trois volets qui se recouvrent partiellement. L'ordre ne reflète pas des priorités, ce cadre servant avant tout à définir les travaux de pla-

nification et de programmation:

– assurer la protection et la sécurité du pays et de ses territoires, même en l'absence de menace extérieure majeure;

– garantir le pays et ses alliés contre une menace extérieure majeure;

– contribuer au progrès de la sécurité, prise au sens large, du Royaume-Uni par le maintien de la paix et de la stabilité internationale.

La stratégie de défense continuera à s'appuyer sur des forces nucléaires comme ultime garantie de la sécurité du pays. Sa philosophie, comme celle de l'OTAN, s'appuie sur une triade dans laquelle les forces conventionnelles et stratégiques sont liées par une capacité pré-stratégique. Dans un paysage de sécurité en plein changement, on considère cette flexibilité comme importante pour le maintien d'une dissuasion efficace.

Dans ce contexte, la mission qui constitue l'engagement opérationnel le plus important de l'Armée de terre en temps de paix est

¹ Chef de la Mission de liaison britannique auprès du Commandement de la doctrine et de l'entraînement et des Forces françaises stationnées en Allemagne.

l'aide apportée au pouvoir civil en Irlande du Nord, c'est-à-dire l'appui à la police dans la province. Aujourd'hui, 18 formations de l'importance d'un bataillon ainsi que divers détachements de spécialistes y sont déployés, ce qui fait au total 19 000 soldats, hommes et femmes, des trois armes.

Le Royaume-Uni se trouve aussi responsable de la sécurité dans quatorze colonies et territoires: il entretient des garnisons à Gibraltar, dans les îles Falkland, en Géorgie du Sud, à Chypre et à Hong Kong où les troupes seront progressivement retirées d'ici à 1997. Il faut également citer des installations de défense dans l'île de l'Ascension et à Diego Garcia dans l'Océan Indien.

La seconde mission consiste à garantir le Royaume-Uni et ses alliés contre une menace extérieure majeure. Pour les Britanniques, cela signifie une sécurité collective au sein de l'Alliance atlantique, soit des obligations inhérentes au traité, mais également le libre choix des moyens de défense à mettre en place pour les satisfaire.

L'OTAN a évolué pour faire face aux défis et aux risques de la nouvelle situation internationale, et le Royaume-Uni a bien accueilli cette nouvelle conception stratégique. On voit la création du Conseil de coopération de l'Atlantique Nord comme une contribution essentielle à l'établis-



Infanterie mécanisée après le pied à terre.

sement du dialogue et de la coopération. La proposition d'un «partenariat pour la paix», maintenant ratifiée par le dernier sommet de l'OTAN, trace une voie dans laquelle on peut consolider et étendre la coopération, tout en reconnaissant que cette initiative soulève de nombreuses questions pratiques qui doivent encore être abordées. Le Royaume-Uni a également totalement soutenu la décision novatrice du Conseil de mettre ses moyens et son expertise au service des opérations de maintien de la paix sous les auspices de l'ONU ou de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

La stratégie de l'OTAN, basée sur le dialogue, la coopération et une défense collective efficace, a été l'«aiguillon» qui a favorisé la mise en place de nouvelles structures de commandement et de forces qui sont importantes pour le Royaume-Uni. En parti-

culier, le nouveau commandement AFNORTHWEST, depuis son entrée en fonction en juillet 1993 englobe – et c'est une première – la totalité du territoire du Royaume-Uni.

Les nouvelles structures de l'OTAN se caractérisent par un niveau de forces et un état de préparation moins élevés qu'auparavant. Par conséquent, on distingue trois catégories de forces: les forces de réaction rapide, les forces de défense principale, les renforts. Le Royaume-Uni apporte une contribution importante au corps de réaction rapide (ARRC) qui, comme son nom l'indique, se trouve à un très haut niveau de préparation. Les Britanniques mettront à disposition le général commandant et une partie importante de l'infrastructure de l'état-major international, quelque 55 000 hommes et un nombre important de réservistes, soit une division blindée stationnée

en Allemagne en temps de paix, une autre division plus légèrement équipée et une brigade aéromobile, toutes deux stationnées en Grande-Bretagne. Le pays participe également à la force amphibie néerlandobritannique qui comporte une brigade commando et pourrait être déployée avec l'ARRC.

Les forces de défense principales n'ont normalement pas besoin de se trouver à un aussi haut degré de préparation, mais elles fournissent en revanche une garantie contre une menace extérieure majeure par la démonstration de l'étendue des capacités militaires que les alliés peuvent mettre en œuvre.

La troisième mission est liée à la contribution de l'Armée de terre à la sécurité (au sens large) du Royaume-Uni par le maintien de la paix et de la stabilité internationale. C'est là que l'on dispose de la plus

grande liberté de choix, aussi bien dans les interventions que dans les moyens à rassembler pour en satisfaire les besoins. La menace, la présence ou l'usage de la force militaire, en alternance avec d'autres instruments diplomatiques et économiques, continueront d'être des composantes utilisables et efficaces de la politique de sécurité générale du pays.

Le maintien de la paix

Les missions militaires de maintien de la paix se trouvent à cheval sur deux domaines, l'un comprenant les déploiements et les activités destinées à contribuer à la paix et à la stabilité internationale, l'autre consistant à entretenir des forces nationales en vue d'une large gamme d'éventualités qui peuvent aller de l'engagement de petites équipes des forces spéciales au déploiement d'une division

avec appuis maritime et aérien.

Certaines missions spécifiques impliquent une participation militaire à des opérations sous des auspices internationaux, en particulier de l'ONU, de la CSCE, de l'OTAN ou de l'UEO, sous mandat de l'ONU ou de la CSCE. Les participations britanniques aux opérations de maintien de la paix ont atteint un niveau historique. A Chypre, un contingent de 450 hommes veille sur la «Ligne verte»; au Sahara occidental, une équipe de 19 observateurs vient d'être retirée. Le Royaume-Uni fournit 13 personnes à la MONUIK pour la surveillance de la frontière Irak/Koweït et, jusqu'il y a peu, 120 personnes pour assurer l'autorité provisoire des Nations unies au Cambodge, qui sont en train d'être retirées, à la suite de la mise en place d'un gouvernement démocratiquement élu. Bien évidemment, Londres continue à s'engager fermement en ex-Yougoslavie.

De plus, le gouvernement britannique est signataire des accords de défense pentapartites avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Malaisie et Singapour. A ce titre, il a des forces qui s'entraînent avec celles de ces pays. A la demande des gouvernements de Brunei et de Belize, des troupes britanniques s'y trouvent stationnées.

En Europe et en dehors d'Europe, l'assistance militaire à des gouvernements



Véhicule de combat d'infanterie Warrior.



Char de combat Challenger.

étrangers, l'aide à l'instruction et à l'entraînement, les conseils y compris, s'avèrent un moyen appréciable d'aider des Etats amis à se constituer une défense propre. Actuellement, 370 militaires britanniques au total sont déployés dans des équipes d'instruction ou détachés dans 30 pays. Au Royaume-Uni, un nombre importants d'étrangers ou de ressortissants du Commonwealth sont instruits (en 1993, il y a eu 4200 stagiaires de 72 pays).

Il va sans dire qu'on ne dispose pas d'assez de troupes pour les spécialiser

chacune dans une de ces missions; en d'autres termes, les mêmes unités et les mêmes soldats doivent se montrer capables d'exécuter toute la gamme des missions après un minimum de «recyclage». Voilà pourquoi on pense que l'Armée de terre, qui doit avoir la souplesse nécessaire pour accomplir efficacement ses tâches, doit être formée de professionnels hautement entraînés, bien motivés et équipés avec les moyens les plus modernes. Cette politique a toujours été défendue au cours des trente dernières années et il en résulte une forte estime

du public pour les forces armées.

Niveau des forces dans le futur

L'Armée de terre britannique se trouve dans une période de transition, car elle va subir des réductions par rapport à l'époque de la guerre froide. La planification prévoit que, vers 1995, les effectifs passeront de 156 000 à 122 000 hommes, soit 34 000 de moins, le résultat étant obtenu par une «déflation naturelle», mais aussi par le départ volontaire d'environ 12 000 officiers et soldats ou par des non-renouvellements de contrat. Les forces armées étant professionnelles, l'exécution de ces réductions n'est pas simple, en particulier si l'on doit préserver l'équilibre des classes d'âge, de l'expérience et des compétences à travers toute la pyramide des grades.

Il y a évidemment les coûts associés à la restructuration à une époque où, en termes réels, le budget de la Défense est en diminution de l'ordre de 16% pour la période allant de 1990/1991 à 1996/1997. La planification budgétaire est maintenant de 23,4 milliards de livres pour 1994/1995, de 22,7 milliards pour 1995/1996 et de 22,8 milliards pour 1996/1997.

Dans ces conditions, la discussion tourne souvent autour du service national, que nous appelons «conscription» et qui, chez les citoyens les plus âgés, est

considéré comme bon pour le pays et pour les individus. Il n'est pas surprenant qu'il y ait eu pendant des années des débats sur sa suppression qui a eu lieu en 1963, ainsi que sur l'opportunité et la possibilité de le réintroduire tel quel, soit sous une forme adaptée. Cela constituerait une profonde modification de la politique des deux grands partis britanniques; beaucoup de facteurs militent contre une telle réforme. Socialement, les notions d'obligation et de service sont aujourd'hui moins à la mode; de plus, les années 1960 et 1970 ont été des périodes de plein emploi. Une fois le principe d'un salaire correct établi dans les armées et garanti par une commission de révision indépendante, le recrutement a été dans l'ensemble satisfaisant. C'est en partie pour ces raisons qu'il n'y a pas eu de poussée réelle pour la réintroduction du service national.

Deux autres facteurs, l'un historique, l'autre pratique, militent contre le retour à la conscription. D'abord, la suspicion profondément enracinée chez les Britanniques envers les grandes armées permanentes; la fin de la conscription en 1963 marque le retour de l'armée à sa place traditionnelle dans la société. Ensuite, les objections des forces armées elles-mêmes, en particulier l'Armée de terre où la majorité des conscrits devraient servir. Sur la base des hypothèses actuelles de planification, il n'y a pas de besoins opération-

nels qui nécessitent l'incorporation de 350 000 hommes, soit le nombre potentiel des incorporables masculins, voire d'une partie d'entre eux. L'appel de tels effectifs, sans missions appropriées à leur confier en temps de paix, conduirait inévitablement à l'ennui et à la désaffection, ce qui risquerait d'être mauvais pour le conscrit, nuisible pour les armées, soit un investissement médiocre pour la défense du royaume.

Il serait très coûteux d'équiper et d'instruire chaque année un aussi grand nombre de conscrits et il faudrait déplacer massivement des fonds et du personnel instruit du «front» vers les centres d'instruction. A vue de nez, il faudrait une armée de 250 000 à 300 000 hommes pour obtenir un bon rapport coût/efficacité. L'Armée de terre britannique ne dispose pas des infrastructures (casernes et terrains d'entraînement) ou des équipements nécessaires. La conscription n'est donc pas un choix rentable ou peu coûteux en regard des besoins militaires réels du Royaume-Uni.

L'Armée de terre tire une énorme fierté de l'esprit de volontariat, de son professionnalisme et de son efficacité en général. Elle trouve dans ses rangs une grande proportion d'officiers et de soldats hautement qualifiés qui sont volontaires pour y être. A volume comparable, l'Armée de terre est inégalée dans l'accomplissement des missions qui lui sont confiées. Elle ne

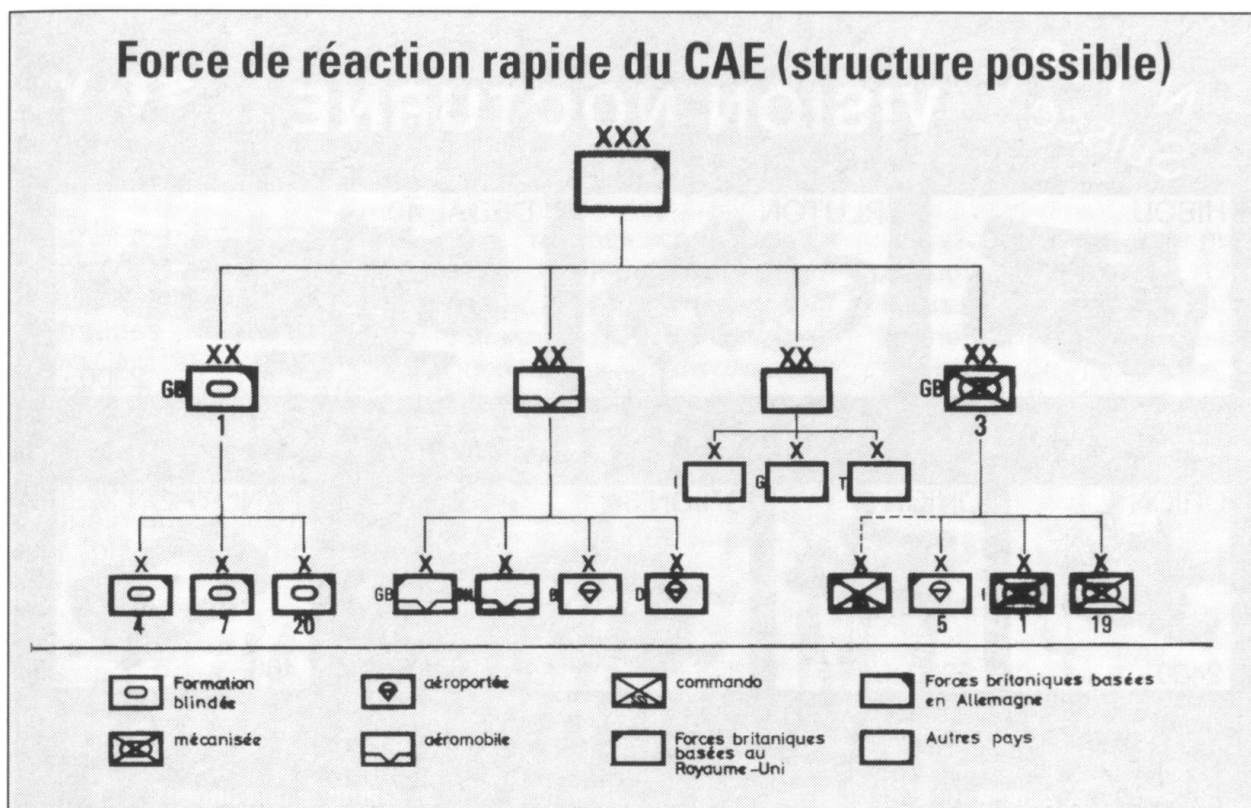
veut en aucune manière compromettre cette situation, estimant qu'une armée de conscription ne peut atteindre ses performances actuelles.

Restructuration de l'Armée de terre

Le déploiement des forces se modifie rapidement, la Grande-Bretagne devant fournir une grande partie de l'ARRC: en plus du commandant, d'une partie des cadres, la 3^e division (BR) si elle est mise à disposition de l'ARRC. Le 1^{re} division blindée, formée en juillet 1993, se compose de 3 brigades blindées comprenant chacune 2 régiments blindés, 2 régiments d'infanterie mécanisée et 1 régiment d'artillerie blindée; elle comprendra de nombreux éléments d'appui. Lorsque sa mise sur pied sera achevée en avril 1995, elle comptera 300 chars *Challenger*, 270 véhicules de combat d'infanterie *Warrior*, 96 canons d'artillerie automoteurs blindés et 18 lance-fusées multiples.

La 24^e brigade aéromobile sera la contribution britannique à la division aéromobile multinationale (MND); stationnée au Royaume-Uni, elle comprendra essentiellement 2 régiments d'infanterie aéromobiles et 2 régiments d'hélicoptères de l'aviation légère de l'Armée de terre. La 3^e division (BR) est, elle aussi, stationnée en Grande Bretagne et comprendra 2 brigades mécanisées, 1 brigade de parachutistes et, dans certaines circonstan-

Force de réaction rapide du CAE (structure possible)



ces, 1 brigade de commandos de marine. Outre son rôle au sein de l'OTAN comme contribution à l'ARRC, cette grande unité formera la réserve stratégique de la Grande Bretagne et sa force de déploiement principale hors de la zone d'intérêt de l'OTAN.

Les réserves

Ces réductions donnent une importance plus grande à la capacité du Royaume-Uni d'effectuer si nécessaire une «montée en puissance» et de rétablir un volume de forces convenable, dans le cas où une menace majeure apparaîtrait. Les réserves sont une composante-clé d'une telle opération; elles participent beaucoup à la capacité globale en fournissant des spé-

cialistes et des logisticiens. Actuellement, des structures des réserves, propres à améliorer leur souplesse d'emploi, sont à l'étude, ainsi que la possibilité de présenter un cadre législatif permettant une activation mieux adaptée. Les effectifs de l'Armée de réserve seront vraisemblablement ramenés de 75 000 à 65 000 hommes.

Un équipement moderne et efficace est essentiel pour les forces plus mobiles et flexibles, prévues dans le programme actuel. De vastes programmes sont actuellement en cours de développement pour les trois armées, qui tendent à une plus forte dotation en matériels modernes et à la mise hors service d'un certain nombre de vieux systèmes.

L'Armée de terre 2000

Même si ces programmes sont les dernières nouvelles du jour, ils ne sont pas la fin de l'histoire. Il existe encore un projet à long terme, connu sous le nom «Armée de terre britannique 2000». L'idée de base est ce qu'on appelle une armée basée sur des capacités. Cette philosophie constitue une approche toute nouvelle de l'architecture des forces britanniques. Auparavant, la méthode consistait à développer une doctrine et à bâtir les forces pour une opération, plus précisément une guerre généralisée en région Centre de l'OTAN, en espérant que des éléments, réarticulés si nécessaire, puissent servir dans tous les autres cas qui pourraient se présenter. Cette conception a assez bien

N°1 en Suisse!

VISION NOCTURNE

ST&V

<p>HIBOU</p>  <p style="text-align: right;">870.-</p>	<p>PLUTON</p>  <p style="text-align: right;">1250.-</p>	<p>DEDAL 40</p>  <p style="text-align: right;">2900.-</p>	
<p>Jumelles nocturnes 2,5 x 42 - 1,150 kg - gen I</p>	<p>Jumelles nocturnes professionnelles 3 x 58 - 1,2 kg - gen I</p>	<p>Monoculaire professionnelle avec réticule de tir Compatible avec les objectifs Zenith. 1,1 kg - gen II+</p>	
<p>ORION 1</p>  <p style="text-align: right;">2400.-</p>	<p>ORION 2</p>  <p style="text-align: right;">3300.-</p>	<p>ORION 3</p>  <p style="text-align: right;">8200.-</p>	<p>PANOTRON M</p>  <p style="text-align: right;">460.-</p>
<p>Lunette nocturne 1x - 30° - 1,7 mrad 900 g - gen I</p>	<p>Lunette nocturne 1x - 40° - 1,2 mrad 900 g - gen II</p>	<p>Lunette nocturne professionnelle 1x - 40° - 1,07 mrad 800 g - gen II+</p>	<p>Monoculaire avec projecteur infrarouge 1,2 x 35 - 1,1 kg - gen I</p>

Paiement contre remboursement / frais de port non compris / **Garantie une année**
 Livré avec sacoche, mode d'emploi et piles standards / Importation directe du fabricant
S.T.&V. S.A., 1009 PULLY, Tél: (021) 729 82 85 / Fax: (021) 728 03 84

servi, tant aux Falklands en 1982 qu'en Irak en 1991, mais maintenant, avec une plus petite armée, cette polyvalence risque d'être perdue. C'est pourquoi, une approche plus réfléchie s'avère nécessaire. Les étapes de cette nouvelle approche sont:

- Examen de l'éventail des conflits, de façon à déduire les actions militaires

susceptibles d'être confiées aux trois armées,

- Analyse des actions dans deux grandes catégories de conflits, soit une guerre pour la survie nationale, vue comme une guerre généralisée dans le cadre d'une alliance, ce qui donnerait de grands délais pour mettre des forces sur pied et les préparer, soit des besoins à bref délai

pouvant aller des services protocolaires à Londres aux missions de maintien de la paix dans un conflit régional, sous l'égide d'une alliance ou dans une coalition.

- Identification des aptitudes pour chacune de ces catégories.

- Regroupement.

B.F.C.